

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/40

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

"LE CANADA ET LA RÉGION DE L'ASIE ET DU
PACIFIQUE DANS LES ANNEES 1990"

NOTES POUR UN DISCOURS DU

SECRETARE D'ETAT AUX AFFAIRES EXTERIEURES,

LE TRES HONORABLE JOE CLARK,

AU COURS D'UN DEJEUNER CAUSERIE

ORGANISE PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DE VICTORIA

VICTORIA, COLOMBIE BRITANNIQUE

LE 17 JUILLET 1990

Depuis un an, le monde a les yeux rivés sur l'Europe. Et pour cause. Les images transmises de ce continent ont été captivantes :

- le dramaturge Vaclav Havel, encore prisonnier il n'y a pas longtemps, est désormais président de la Tchécoslovaquie;
- un électricien de Gdansk a déclenché une révolution politique en Pologne;
- le mur de Berlin s'est écroulé sous nos yeux;
- le Rideau de fer tombe en pièces.

Il y a deux ans, un film ou un roman qui aurait contenu de telles images aurait semblé pure fantaisie de l'esprit. Mais la réalité dépasse la fiction. Ces images font désormais partie de l'histoire - et dans un monde si petit et si relié que le nôtre, elles font partie de notre histoire.

Ce qui fascine dans tous ces événements en Europe, ce n'est pas leur côté spectaculaire mais plutôt leur sens. Une page de l'histoire vient d'être tournée et une nouvelle ère commence. Un continent déchiré par l'idéologie et par la concurrence militaire a désormais la possibilité de renaître, de redevenir entier, prospère et libre. Un monde autrefois figé par la rivalité entre l'Est et l'Ouest est désormais libéré de cette contrainte. Il présente une multitude de nouvelles possibilités mais aussi de nouveaux défis.

Pendant des décennies, la paix fragile en Europe a détourné notre attention des autres problèmes mondiaux - la menace à l'environnement; les crises du développement international et l'endettement international; la croissance du terrorisme rendu plus meurtrier par la prolifération des armes de destruction de masse; la complexité et l'ampleur du trafic international de la drogue et la persistance de conflits régionaux explosifs alimentés par le zèle et la peur. L'intérêt - idéologique et militaire - que nous avons porté à l'Europe a maintenu ces autres priorités à un niveau trop bas de l'ordre du jour mondial.

Cette attention que nous avons accordée à l'Europe a aussi masqué les événements d'envergure historique qui se déroulaient ailleurs dans le monde, et surtout en Asie et dans le Pacifique.

Pendant que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord fourbissaient leurs armes et se trouvaient de nouveaux arguments, les pays du Pacifique créaient un miracle économique sans pareil. En effet, le Japon est en train de devenir non seulement une superpuissance économique mais probablement la superpuissance du prochain siècle. Ce pays est déjà le plus important créancier au monde. Il est devenu le banquier du monde. Dans le domaine de la technologie de pointe, dans celui des opérations bancaires, dans le secteur de l'automobile, qui fut un jour le plus beau fleuron de l'économie nord-américaine, le Japon domine.

Le Japon n'est pas seul en Asie.

L'économie coréenne se développe à un rythme plus rapide que celle du Japon. Hong Kong sera peut-être bientôt plus riche, par habitant, que la Grande-Bretagne. Singapour est plus riche que l'Italie. Taiwan dispose à elle seule 70 milliards de dollars US de réserves. La Thaïlande et la Malaisie progressent à des taux de croissance économique qui passent de 7 % à plus de 10 % par année, défiant ainsi les économistes qui avaient prédit une stabilisation de la croissance à mesure que la richesse augmenterait.

Depuis 1970, la part de l'Asie dans la production mondiale a doublé. Depuis 1970, le commerce à l'intérieur de la région a décuplé. À la fin du siècle, le Pacifique pourrait bien compter 60 % de l'humanité et représenter 40 % de la consommation mondiale et une proportion encore plus grande de la production mondiale.

Personne ne peut contester l'évidence : le centre de l'activité économique mondiale se déplace vers le Pacifique et il se déplace rapidement.

Ce déplacement revêt une importance toute particulière pour l'économie canadienne et pour notre prospérité future en tant que pays commerçant. En 1983, les échanges du Canada outre-Pacifique ont dépassé les échanges outre-Atlantique. La Colombie-Britannique exporte désormais davantage outre-Pacifique que vers les États-Unis. Le Canada, dans son ensemble, dépend davantage de ses liens économiques avec le Japon et avec les quatre dragons que de ceux qui l'unissent à n'importe lequel des 24 pays membres de l'OCDE. Nous dépendons davantage du Pacifique que n'en dépendent les États-Unis ou l'Australie.

Le monde entier doit donc se rendre à l'évidence que l'Asie est maintenant l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale. Le Canada doit reconnaître que son sort en tant que société prospère est maintenant lié de manière inextricable à celui de l'Asie et du Pacifique.

Voilà pour l'aspect économique.

Mais nos liens avec le Pacifique vont bien au-delà du commerce et de l'investissement. Plus de la moitié de nos immigrants sont désormais originaires de l'Asie. Le Canada a accepté plus de 100 000 réfugiés d'Indochine. Le dernier champ de bataille où sont tombés un grand nombre de Canadiens n'est pas l'Europe mais bien la Corée. La plupart de notre expérience relative au maintien de la paix a été acquise en Asie. Une grande partie de la drogue qui se trafique dans nos rues provient d'Asie. Et la pollution qui encercle la planète et ne connaît plus de frontières vient en partie d'Asie.

Les problèmes dans le Pacifique ne sont pas des problèmes du Pacifique; ce sont des problèmes canadiens. La prospérité du Pacifique signifie la prospérité du Canada. La sécurité du Pacifique signifie la sécurité du Canada.

J'ai commencé par mentionner la révolution qui balaie l'Europe. Cette révolution offre des leçons, des possibilités et des défis pour la région de l'Asie et du Pacifique.

L'une des leçons à tirer est que, à long terme, la prospérité économique et la liberté politique vont de pair. Le rejet du communisme par les Européens de l'Est n'a pas été une décision idéologique. Les Européens de l'Est ont rejeté le communisme parce qu'il ne fonctionnait pas. Qui plus est, ils ont choisi de poursuivre la voie de la démocratie et de l'économie de marché parce qu'ils savent qu'on ne peut obtenir l'un sans l'autre.

Ce triomphe des valeurs démocratiques et de l'économie de marché tire ses racines en Asie et y a des échos. Les réformes qui fleurissent actuellement en Europe centrale et en Europe de l'Est ont d'abord bourgeonné en Chine. Au moment où ils étaient encore bannis de leur propre pays, les économistes qui avaient conçu les réformes courageuses du printemps de Prague en 1968 enseignaient et recevaient des louanges en Chine, parrainés par le gouvernement chinois.

Les leçons données par l'Europe centrale et l'Europe de l'Est ne peuvent être oubliées dans la Chine et l'Asie d'aujourd'hui. Les événements de la place Tienanmen ont mis un terme sanglant à la marche vers la démocratie en Chine. Mais il s'agissait là d'une bataille. La lutte, elle, sera longue, mais, avec le temps, elle sera gagnée. La Chine et d'autres pays où la démocratie n'est pas encore arrivée à s'implanter tireront les leçons de l'expérience de l'Europe de l'Est - que prospérité et liberté vont de pair - et agiront en conséquence.

Mais les événements survenus en Europe ont d'autres conséquences pour l'Asie. Si la guerre froide est terminée en Europe, on ne peut en dire autant en Asie, où les signes sont contradictoires. L'Union soviétique a réduit son armée permanente et ses missiles nucléaires en Asie. Elle s'est retirée de l'Afghanistan. Elle s'est retirée de la baie Cam Ranh au Vietnam. À la demande des Soviétiques, le Vietnam a retiré ses troupes du Cambodge. Mais les forces soviétiques en Extrême-Orient, en particulier la marine grandissante, dépassent de loin les effectifs nécessaires pour assurer une défense nationale prudente. On se demande encore au Japon et ailleurs si l'offensive de paix de M. Gorbatchev s'applique à l'Asie tout autant qu'à l'Europe.

La guerre froide en Asie tire surtout son origine de la guerre froide en Europe. Mais elle a aussi son propre dynamisme. Il serait tragique que l'apaisement des tensions en Europe, qui ont fait couler tellement de sang en Asie, ne mène pas également à une attitude conciliante en Asie.

Mais mettre fin à la guerre froide en Asie ne signifiera peut-être pas la fin des conflits; en réalité, cela pourrait bien les envenimer dans certains cas. On considère habituellement que les tensions entre les superpuissances accentuent la probabilité de conflit. Mais elles ont parfois réussi à les atténuer en contraignant des pays et des régimes. Le défi est donc plus complexe que la simple réduction des tensions entre les superpuissances.

Ainsi, la zone démilitarisée coréenne reste l'une des zones de confrontation les plus dangereuses au monde. Pour que cette impasse se dénoue, le régime de Pyongyang devra convenir que l'agression ne réussira jamais. En attendant, la situation en Corée continuera de menacer la paix régionale - voire la paix mondiale.

De même, un conflit terrible persiste au Cambodge, autrefois victime innocente des superpuissances, et ce conflit devient de plus en plus local. L'héritage des bains de sang passés se perpétue dans des idéologies irréconciliées et dans une haine ethnique qui ne fait désormais que des victimes cambodgiennes.

Les Philippines sont un autre orphelin des guerres idéologiques du passé. Pendant des décennies, la guérilla et les partis communistes locaux - avec l'aide de Moscou et de Pékin - ont cherché de renverser les gouvernements de la Thaïlande, de la Malaisie, de Singapour et des Philippines. Cet héritage ne persiste qu'aux Philippines, mais sa ténacité inquiète le gouvernement philippin en plus de menacer la stabilité régionale.

Ailleurs, - au Cachemire, le long de la frontière sino-vietnamienne, et entre les Khmers et les Vietnamiens -, de vieux antagonismes et d'anciens conflits idéologiques persistent malgré la détente de la guerre froide.

Par conséquent, ce qui se passe en Europe se traduit en Asie par une réduction des tensions entre les superpuissances et par une diminution de la participation des superpuissances. Mais cette réduction des tensions est loin d'être totale et elle n'a pas permis d'éliminer des conflits qui ont toujours été - ou sont devenus - de nature locale. Certaines préoccupations relatives à la sécurité en Asie n'ont pas été apaisées et, si on ne s'en occupe pas, elles peuvent menacer la paix régionale, voire la paix mondiale.

À cet égard, des différences remarquables ont caractérisé la structure de la sécurité dans la région du Pacifique et celle qui touche à l'Amérique du Nord, à l'URSS et à l'Europe. Pendant la guerre froide, un réseau d'alliances militaires et d'organismes de coopération économique ont permis de coordonner le comportement des États et de limiter les conflits. Maintenant que nous entrons dans l'après-guerre froide, un nouvel ensemble d'institutions est en train de voir le jour, sous forme d'alliances transformées, d'une Communauté européenne élargie et unifiée et d'un processus institutionnalisé de CSCE.

Il n'existe pas d'organismes asiatiques équivalents. Il n'y a pas d'OTAN, pas de Pacte de Varsovie, pas de CSCE. Il n'y a pas d'organismes régionaux où les dirigeants et les représentants peuvent se rencontrer régulièrement pour échanger leurs points de vue et bâtir de nouvelles ententes. La seule exception est l'ASEAN, un organisme régional que le Canada estime. Mais l'ASEAN ne peut combler plus d'une partie du vide que nous constatons, en raison du nombre limité de ses membres.

Selon nous, cette différence ne constitue pas uniquement une distinction entre les régions. Elle dénote une lacune. S'il y a une leçon à tirer des récentes décennies, c'est que la prospérité économique ne peut durer longtemps sans une structure propice aux relations institutionnelles et sans sécurité stable, au même titre que la sécurité est menacée en l'absence de force économique et de justice sociale.

Cette sécurité, cette prospérité, cette justice auront plus de chances de s'instaurer dans des pays qui se parlent entre eux, qui travaillent ensemble. Peu importe l'enjeu, tout processus menant à la paix commence par un échange. Un échange où l'on ne convient pas nécessairement que son interlocuteur a raison, simplement qu'il a un point de vue légitime. Un échange où l'on accepte le fait que, la plupart du temps, il ne peut y avoir que des gagnants - ou que des perdants.

Ce genre de dialogue et des mécanismes de collaboration font cruellement défaut en Asie de nos jours. Il faut un dialogue entre l'Inde et le Pakistan. Il le faut entre les quatre factions cambodgiennes. Il le faut entre les deux Corées. Il le faut entre le Vietnam et la Chine. Il le faut entre le Japon et l'Union soviétique. Il le faut entre tous les pays de la région.

Le moment est venu de mettre sur pied dans le Pacifique des mécanismes de dialogue à la hauteur de la maturité et de la prospérité de ces sociétés et de ces économies. Le Canada estime que ce dialogue pourrait s'amorcer entre les pays qui bordent le Pacifique Nord, soit les États-Unis et l'Union soviétique, les deux Corées, le Japon, la Chine et le Canada. Au départ, il ne serait pas nécessaire qu'un tel dialogue nouveau sur la sécurité comporte un ordre du jour fixe ou exige que l'on discute de sujets précis. Il faudrait en priorité créer l'habitude de discuter ouvertement et en toute liberté. Ce processus ferait ressortir les questions sur lesquelles les pays du Pacifique Nord pourraient progresser ensemble.

Un dialogue sur la coopération en matière de sécurité dans le Pacifique-Nord devrait exister depuis bien longtemps. Les problèmes de sécurité constituent une menace singulière à la poursuite de la croissance économique. Ils sont une cause importante des mouvements de réfugiés et pourraient facilement faire dérailler les réformes démocratiques dans l'ensemble de l'Asie. Des problèmes de sécurité persistants perpétuent la méfiance, alimentent les courses aux armements, font naître des programmes nucléaires douteux et provoquent une hémorragie massive de ressources. L'absence de structure pour régler ces problèmes s'oppose diamétralement à l'activité économique intense dans la région et en menace directement l'avenir.

Nous pourrions envisager une adaptation dans le Pacifique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et peut-être examiner d'abord les mesures de sécurité et de confiance, qui ont tellement contribué à transformer l'Europe depuis la conférence d'Helsinki.

Tout au long des années 1980, l'Union soviétique a présenté de nombreuses propositions à cet égard. La plupart d'entre elles relevaient de la propagande ou de la recherche d'un avantage stratégique unilatéral. Mais compte tenu de la transformation des relations Est-Ouest, le moment est peut-être venu de revenir à la charge, de dégager les propositions sérieuses et de présenter des contre-propositions réfléchies.

De telles mesures pourraient comprendre des échanges d'information, des préavis en cas de manoeuvres militaires et des régimes de libre survol. Si le dialogue sur les forces conventionnelles en Europe aboutit à un dialogue sur les forces navales, l'océan Pacifique deviendra un centre d'intérêt évident.

J'ai souligné les liens qui existent entre la sécurité économique et la sécurité militaire. Mais il y a aussi des questions économiques nécessitant des discussions et une collaboration plus régulières, à l'intérieur d'un quelconque cadre institutionnel.

De nos jours, c'est un truisme de dire que la prospérité de tous les États dépend du commerce. Pour que le commerce grandisse, il faut une certaine prévisibilité. Il faut sentir qu'il existe des règles du jeu, dont l'esprit et la lettre seront respectés.

Malheureusement, dans la région de l'Asie et du Pacifique, certains des pays qui profitent de l'ouverture des marchés en Amérique du Nord maintiennent des barrières commerciales chez eux. De fortes pressions locales s'exercent pour protéger les industries et les intérêts locaux. Nous comprenons pourquoi. Mais nous n'acceptons pas une situation qui permet aux exportations de sortir plus librement de ces pays que les importations d'y entrer. Voilà pourquoi le Canada a tellement insisté sur le succès des négociations commerciales de l'Uruguay Round. Nous recherchons un changement non seulement à propos des droits de douane et des contingents traditionnels, mais aussi à propos de nouvelles questions comme l'investissement, le commerce des services et un régime amélioré de règlement des différends.

L'Uruguay Round est aussi important pour d'autres raisons. La dynamo asiatique, la nouvelle zone de libre-échange en Amérique du Nord et l'intégration ainsi que l'expansion du marché européen présentent la possibilité - et le danger - que se créent des blocs commerciaux. De tels regroupements pourraient abolir les barrières au sein des blocs mais en créer entre les blocs. Si on permet à un tel système de se développer - sans le modérer par un ensemble vigoureux de règles commerciales ouvertes et globales -, les politiques destructives et stériles du chacun pour soi - que nous avons connues par le passé entre les États - seront simplement remplacées par des politiques semblables entre les régions. Il s'agirait là non seulement d'un illogisme sur le plan économique, mais aussi d'une attitude qui ferait naître la possibilité que les guerres commerciales ne débordent sur les domaines de la politique et de la sécurité.

Voilà pourquoi les négociations de l'Uruguay Round sur le commerce international doivent aboutir.

Il est également clair, toutefois, que la relation économique entre l'Amérique du Nord et le Pacifique présente des défis spéciaux qui pourraient bien nécessiter des solutions allant au-delà des structures universelles que nous tentons de créer par l'entremise des négociations de l'Uruguay Round.

L'énorme déséquilibre commercial entre les États-Unis et le Japon pose un problème particulier. On peut discuter indéfiniment - et stérilement - pour en trouver le coupable. Il n'en demeure pas moins que le déséquilibre existe, qu'il pose des dangers réels pour le régime commercial mondial et qu'il pourrait compromettre, indirectement, la sécurité régionale. Un seul fait qui en dit long donne lieu de s'inquiéter : selon des sondages récents, les Américains estiment que le Japon menace davantage la sécurité de leur pays que l'Union soviétique.

Le Japon et les États-Unis ont décidé de régler leurs problèmes commerciaux bilatéralement. Nous sommes heureux de constater que, il y a deux semaines à peine, ils ont annoncé leur initiative concernant les obstacles structurels. Cette initiative repose sur la reconnaissance du fait que l'existence de systèmes nationaux, d'habitudes culturelles et de pratiques internes pose des problèmes particuliers qui, normalement, ne sont pas abordés au cours de négociations commerciales multilatérales. Nous espérons que cette approche donnera des résultats positifs. Mais les ententes bilatérales peuvent poser des risques pour les pays exclus de la table de négociation; en particulier pour un pays aussi ouvert et qui dépend autant du commerce que le Canada. Nous avons indiqué clairement aux Japonais et aux Américains que leur processus ne devrait pas créer de nouvelles difficultés au Canada. Leur initiative devrait régler les problèmes commerciaux et non les transférer ailleurs. Nous sommes persuadés qu'ils comprennent notre inquiétude et la partagent.

Le Canada est fermement convaincu que la base la plus solide pour une solution durable au problème des échanges commerciaux trans-Pacifique consiste à créer un environnement commercial ouvert et stable, régi par des règles claires, appliquées avec équité et observées par tous.

Je suis certain que nos partenaires commerciaux partagent cet avis. C'est pourquoi l'un des messages qui est ressorti le plus clairement de la première réunion ministérielle du Forum sur la coopération économique dans l'Asie et le Pacifique, tenue à Canberra en novembre dernier, a été un appui retentissant au besoin de conclure avec succès l'Uruguay Round.

Un regroupement régional comme ce forum ne devrait pas menacer le système commercial mondial. Le Forum a été créé - et devrait prendre de l'importance - parce qu'il offre une nouvelle possibilité - qui n'existait pas auparavant - de gérer les défis que présente le dynamisme économique de la région et de prévoir les menaces à la prospérité régionale avant qu'elles ne se transforment en crises.

La région du Pacifique a besoin d'un lieu pour aborder les problèmes commerciaux et économiques qui surgissent entre les pays de la région et leurs partenaires du pourtour du Pacifique en Amérique du Nord. Le Forum offre la possibilité d'un dialogue sur d'autres questions internationales, sur des questions qui ne peuvent que profiter des discussions et des échanges de vues. Voilà pourquoi John Crosbie et moi-même assisterons à la deuxième réunion ministérielle du Forum sur la coopération économique dans l'Asie et le Pacifique, qui aura lieu à Singapour dans deux semaines. Voilà pourquoi également John Crosbie sera l'hôte d'une réunion spéciale des ministres du Commerce du Forum, qui mettra l'accent sur l'Uruguay Round et qui se tiendra à Vancouver, en septembre.

Pour le moment, le Forum sur la coopération économique dans l'Asie et le Pacifique comprend le Canada, les États-Unis, le Japon, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les six pays membres de l'ASEAN. Nous estimons que, pour réaliser tout son potentiel, le Forum doit grandir et inclure les autres économies clés de la région - en particulier, Hong Kong, Taiwan et la Chine. Plus cette expansion se fera rapidement, mieux ce sera.

J'ai évoqué la nécessité d'un dialogue sur la sécurité dans le Pacifique et la nécessité d'un dialogue économique dans cette région. Ce faisant, je me suis inspiré de quelques leçons tirées de l'expérience européenne, de quelques points de comparaison et de quelques défis que cette expérience présente pour la région. Mais la région du Pacifique offre elle-même des leçons dont le reste du monde devrait profiter.

La première se rapporte à la croissance économique phénoménale de l'Asie. Les Asiatiques de l'Est pratiquent depuis des décennies la philosophie du marché libre que les autres prêchent. Ils travaillent d'arrache-pied, ils épargnent, ils investissent et ils vendent leurs produits avec beaucoup de dynamisme. Ils sont innovateurs. Ils sont inventifs. Leurs gouvernements favorisent l'industrialisation non pas par des plans quinquennaux centralisés, mais par un dialogue constant avec tous les partenaires de la société. Il existe un consensus national unique sur la gestion du changement, sur la réaction face aux défis externes et sur les moyens d'atteindre des buts communs.

Tous les secteurs de la société collaborent - les entreprises, les travailleurs et le gouvernement. Leur contribution est généralisée; elle va au-delà de l'usine et atteint les réseaux d'enseignement ainsi que les activités de recherche et de développement.

Nous ne devrions pas nous étonner de constater que ce que nous avons préconisé pendant des siècles devient réalité. L'énergie de l'Asie et les réalisations de ce continent nous apprennent beaucoup. Et elles sont un exemple à suivre en Europe de l'Est, en Afrique et en Amérique latine. Ces pays ont déjà été pauvres. Ils ont été ravagés par la guerre, certains d'entre eux très récemment. Leurs réalisations sont spectaculaires.

L'attitude du Canada face au Pacifique devrait tenir compte des succès remportés par les sociétés de cette région. La question est trop importante pour qu'on la confie uniquement aux gouvernements. La contribution de l'industrie et des particuliers jouera un rôle clé. Je sais que certains d'entre vous ont participé activement à la Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique, aux travaux du Conseil économique du bassin du Pacifique et à de nombreuses associations commerciales bilatérales qui ont été formées avec nos partenaires d'outre-Pacifique. Le gouvernement se réjouit de votre engagement continu et compte sur lui.

Un deuxième aspect mérite d'être souligné. Notre préoccupation face à l'Europe a mis l'accent sur la création d'un tissu assurant une sécurité commune entre l'Union soviétique, les pays de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est et le continent nord-américain. En un sens, nous remplaçons une paix partielle en Europe par une paix globale. Nous créons un nouveau cadre pour la prospérité européenne. Mais jusqu'à un certain point, cette paix et cette prospérité européennes ne seront que partielles si nous n'arrivons pas à intégrer l'Asie à la nouvelle Europe qui est en train de se construire. Il n'est pas question ici uniquement de la menace de création de blocs régionaux que j'ai déjà évoquée. Il est aussi question des talents et des ressources extraordinaires que les pays du Pacifique peuvent mettre à contribution pour assurer la reconstruction économique et l'expansion commerciale. Nous avons devant nous l'occasion de bâtir non seulement une nouvelle Europe, mais aussi une région sûre et prospère qui encerclera le globe.

Dire que le Canada est un pays du Pacifique n'est pas seulement affirmer un fait géographique. C'est affirmer un intérêt commun. C'est déclarer un avenir. C'est s'engager dans un plan d'action. C'est affirmer nos avantages uniques, des avantages qui découlent de notre imposant commerce, de nos liens humains, de notre expérience du maintien de la paix, de notre statut à titre de prestataires de l'un des meilleurs programmes d'aide de la région et de notre réputation en tant que partenaire stable, fiable et important, même si nous ne sommes pas une superpuissance.

Les communautés de pays, tout comme les communautés d'individus, sont plus que la somme de leurs parties. Elles traduisent des valeurs communes. Elles se comportent d'une certaine façon. Elles dialoguent. Elles recherchent des avantages mutuels et évitent le profit unilatéral. Ce faisant, elles créent un tissu organique de paix et de prospérité qui peut résister à la pression et donc, subsister.

Pendant des décennies, le Canada s'est soucié de bâtir une communauté des pays de l'Atlantique. Cette communauté a été créée. Elle nous a bien servis. Et sa valeur persistera à l'avenir. Le moment est venu de donner corps et vigueur à une nouvelle communauté, à une communauté du Pacifique. Pacifique non seulement sur le plan géographique, mais aussi sur celui des pratiques. Une communauté qui est dans l'intérêt du Canada, tant au niveau du maintien de la paix que de la prospérité.

Voilà une tâche cruciale pour l'avenir de la politique étrangère de notre pays. Avec l'aide de tous les Canadiens, nous avons l'intention de la poursuivre avec vigueur et imagination.